

# SHIWARA

Le PÉRIODIQUE D'INFORMATIONS  
du Conseil économique, social  
et environnemental de Mayotte

°3

MAI  
2017

## Crise de l'eau: le miroir de fragiles équilibres

L'eau c'est la vie. Cette affirmation, les habitants des communes du sud de Mayotte, habitués à un mode de vie avec eau courante, ont pu en mesurer la portée. En effet, la crise de l'eau qu'a connue l'île ces derniers mois, de par son ampleur, a fortement impacté les différents secteurs socio-économiques du territoire: santé humaine, fonctionnement des établissements publics et notamment scolaires, activités économiques (bâtiment, travaux publics, restauration et hôtellerie...). La mobilisation des autorités locales et nationales a permis d'en atténuer les effets sur la population, mais aussi de prendre des mesures de nature à améliorer la capacité de production et de stockage de l'eau. Mais la question qui doit désormais nous préoccuper, c'est la capacité d'anticipation des besoins du territoire et de sa population. Quelle politique publique développer et quels leviers actionner pour gérer des besoins quantitatifs et qualitatifs en croissance? Ce troisième numéro de Shiwara a voulu donner une vision d'ensemble de l'eau comme ressource naturelle obéissant à un cycle de vie dans sa production, et qui demande une gouvernance rigoureuse pour sa préservation, son traitement et sa distribution dans des conditions sanitaires sécurisées. La préservation de la ressource en eau de ce territoire aux équilibres fragiles, confronté à de fortes pressions anthropiques, suppose plus qu'ailleurs une forte implication de l'ensemble des acteurs politiques, associatifs et administratifs. Outre la santé, l'eau et l'éducation sont, pour le Conseil économique, social et environnemental de Mayotte, les premières priorités du devenir de notre île.



**Abdou Soimadou  
DAHALANI**  
président  
mandature  
2011-2017

Forum de l'emploi associatif,  
les 10 et 11 mars 2017, au Conseil départemental

## « La professionnalisation des associations créatrice d'emplois »

Les associations sont source d'innovation sociale: elles défrichent des pans d'activité qui ensuite peuvent être récupérés par le marché. Elles ont ainsi la capacité de concevoir certains métiers de demain et de réinventer le travail. À Mayotte, l'enjeu est de taille, la réflexion s'organise et les acteurs se regroupent...



De gauche à droite: Nicole Givran, présidente du Groupement d'employeurs sport et animation de La Réunion (GésaRun); Abdou Soimadou Dahalani, président du Conseil économique, social et environnemental (Cése) de Mayotte; Anli Darouèche, animateur et informateur jeunesse au Centre régional information jeunesse (Crij) de Mayotte; Ben Amar Zeghadi, directeur de la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (Cress) de Mayotte; Dany Ramaye, directeur territorial Pôle Emploi Mayotte; Nadia Hassani, responsable de secteur Mission locale.

Si, à Mayotte, les données sur l'activité du secteur associatif et son poids économique n'ont pas encore fait l'objet d'une analyse approfondie, certains indicateurs laissent à penser que ce secteur est source d'opportunités pour le développement économique, social et environnemental de l'île. Voilà le message délivré à l'unanimité par les participants au premier Forum de l'emploi associatif tenu à Mamoudzou début mars dernier.

Tous ont tenu à souligner que ce secteur associatif reste un bon terrain

d'expérimentation professionnelle et de formation, à la condition toutefois que l'association ait les capacités d'accueillir et d'accompagner les jeunes engagés. Et Abdou Soimadou Dahalani, président du Césem, d'affirmer que « la gestion de l'emploi associatif doit être intégrée, de la formation à la mutualisation ». Les moyens dédiés à l'emploi doivent donc être mis en cohérence par une vision territoriale de la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (GPEC), qui intégrerait le soutien du projet

[ la suite en page 3

Le Césém a retrouvé d'illustres acteurs de la première mandature, leur demandant à chacun et en deux questions :

**Q1:** Quels souvenirs gardez-vous de votre participation au sein de l'institution ?

**Q2:** Quelles orientations devrait prendre le Césém pour coller au plus près des attentes du Département ?

Recueilli par Nadine Moussa



**Corine AVICE**

(mandature 2004-2011)  
Syndicat représentant  
les agriculteurs

**R1:** « C'est un honneur pour moi d'avoir participé à la mise en place du Conseil économique et social en 2004. J'en garde un très bon souvenir, car les partages et les échanges y ont toujours été très intéressants et fructueux. »

**R2:** « Il est vrai que l'action du Césém reste consultative. Mais si les élus avaient davantage lu les conseils et recommandations que nous y avons apporté depuis sa création, bien des problématiques auraient pu être évitées et plusieurs actions déjà mises en œuvre. Je reste persuadée que le Département a besoin d'une vision extérieure pour l'aider au mieux à prendre certaines décisions. Mais, malheureusement jusqu'à présent, ce n'est guère sa considération.

### ▼ Coopération entre le Département et la Communauté d'agglomération de Dombeni-Mamoudzou (Cadema) sur l'organisation des transports publics urbains et interurbains **UNE COOPÉRATION À ÉLARGIR**

Le sujet des transports collectifs et, plus largement, de la mobilité représente un enjeu majeur en termes d'aménagement durable et de développement du territoire. Dans cet esprit, le Césém salue « la démarche lancée par ces deux autorités organisatrices de transports et de mobilité visant à une meilleure coordination de leurs projets d'aménagements respectifs en lien direct avec les projets de transports collectifs urbains et interurbains. »

Pour le Césém, « il paraît important de cadrer le contenu de la convention afin qu'il permette une meilleure fluidité entre les différentes instances. » Ce type de conventionnement lui paraît d'ailleurs également « indispensable entre le Département et l'État voire même entre le Département, l'État et la Cadema (convention tripartite) compte tenu des ouvrages que chacune des parties gère. »

En tout état de cause, le Césém appelle le Département à « s'atteler rapidement à la mise en œuvre opérationnelle et le suivi de cette coopération. » Pour cela, il propose de mettre en place une équipe-projet de liaison ou de coordination bien identifiée et chargée de gérer les instances de gouvernance liée à cette coopération.

Le Césém attire l'attention sur « l'importance d'une coopération en termes d'exploitation des futurs réseaux, coopération qui mériterait d'être pleinement formalisée au même titre que l'est la coopération en matière de financement des investissements objet de l'article 2 de la convention. » Celle-ci lui paraît indispensable pour atteindre un niveau maximal de performance des réseaux, ne serait-ce que pour une tarification coordonnée, pour une occupation partagée des voies réservées, pour

### ▼ Projet d'enquête sur la couverture vaccinale à Mayotte **UN ENJEU SANITAIRE DE PREMIER ORDRE**

Au regard des autres départements français, Mayotte associe une démographie et une pression migratoire forte à des conditions sanitaires dégradées et une offre de soins limitée. La population comprend une part importante d'étrangers (40 %), au parcours de santé difficilement connu et dont les conditions de vie impactent la santé. La population y est très jeune (51 % de mineurs), à la fois plus fragile sur le plan sanitaire et plus accessible aux politiques de prévention, via le réseau de la Protection maternelle et infantile (PMI) et l'école. Le Césém considère que « la couverture vaccinale est donc un élément central de la maîtrise des risques sanitaires sur l'île. »

Connaître la réalité de la couverture vaccinale sur le territoire permettra pour le Césém « d'évaluer l'efficacité des politiques de vacci-

nations sur la période séparant de la précédente enquête (2010-2017) et d'adopter les mesures correctives nécessaires pour contenir le risque épidémiologique. » Le Césém considère ainsi qu'« il est nécessaire de connaître la progression du taux de vaccination de l'échantillon des 14-15 ans qui était inférieur au seuil d'immunité en 2010. » Les résultats de l'enquête permettront également pour le Césém « d'évaluer l'action des antennes de la PMI qui réalisaient, en 2010, 90 % des vaccinations pour les 24-59 mois et les 7-10 ans. » Et d'ajouter que « ces résultats seront à prendre en compte par le Conseil départemental à l'heure où un plan de restructuration de ces services est proposé ».

Le Césém préconise donc que cette enquête sur la couverture vaccinale à Mayotte puisse



**Du 5 Au 7 octobre 2016 :** Abdou Dahalani est présent en Martinique lors des rencontres des Césers d'Outre-mer sur l'emploi dans les régions ultramarines. Il y aborde la dynamique démographique du territoire et les contingents pesant sur l'emploi public et privé à Mayotte. Césém / 2016

**12 janvier 2017 :** Isabelle Chevreuil, 1<sup>re</sup> vice-présidente, participe à la préparation du Forum des régions ultrapériphériques, du 30 au 31 mars 2017, à Bruxelles.

**23 janvier 2017 :** Nadine Hafidou, 4<sup>e</sup> vice-présidente, participe à la restitution de la mission d'accompagnement pour la création de Macodis, coopérative de commerçants constituée de 13 membres et regroupant 18 magasins. Première action menée : une commande de marchandises via une centrale d'achat européenne indépendante des grands distributeurs locaux.



**25 janvier 2017 :** lors du colloque sur le toilettage institutionnel de Mayotte, le Césém rappelle que le développement économique est ici confronté à l'insuffisance infrastructurelle, trop partiellement prise en compte dans le cadre des outils de programmation européens en cours. © Dir. Com. / 2017



## de recommandations

une mutualisation des systèmes d'information des voyageurs, des moyens humains, etc. Le Césem propose en ce sens de s'orienter vers la mise en place d'un syndicat mixte de gestion des transports regroupant toutes les autorités organisatrices de transports et de mobilité du territoire.

Le Césem conseille par ailleurs au Département de « *se rapprocher du Groupement des autorités responsables des transports (Grat), association à laquelle le Département et la Cadema adhèrent.* » En effet, de par son expertise incontournable en matière de grands enjeux de mobilité, le Césem considère qu'il reste « *le parfait interlocuteur pour ce type de sujet en étant doté d'une équipe de techniciens au service de ses adhérents.* »

Nadine Hafidou, présidente de la commission aménagement, transport et cadre de vie  
• Avis n° 019-2016 du 30 novembre 2016

être programmée de manière plus régulière, éventuellement tous les cinq ans. Il recommande également « *la mise en place du carnet de santé avec feuillets de vaccination détachables, à l'instar des autres territoires, qui permettra une remontée automatique des vaccinations au directeur de la PMI.* »

Le Césem observe que « *la connaissance de la couverture vaccinale ne s'étend pas aux adultes qui constituent pourtant une population à risque compte tenu de sa forte mobilité dans la région océan Indien (Comores, Madagascar).* » S'il recommande que cette question puisse être traitée dans les enquêtes à venir, le Césem émet un avis d'opportunité favorable et soutient pleinement cette démarche proposée par l'Agence régionale de santé océan Indien (ARS OI).

Houbia Youssouffa, présidente de la commission éducation, formation, santé et social  
• Avis d'opportunité du 15 décembre 2016



**13 février 2017 :** visite de Dominique Fossat, sous-préfet de Mayotte, au président du Césem, Abdou Dahalani. Ils abordent les indicateurs de réalisation des programmes opérationnels européens, du projet Mayotte 2025 et du contrat de plan État-région.

© Césem / 2017



**14 février 2017 :** échanges sur le Code du travail au Césem, lors de la visite d'Alain Gueydan, nouveau directeur de la Dieccte, accompagné de Véronique Martine, directrice-adjointe du travail, chargée de l'animation du dialogue social et de l'évolution du Code du travail.

© Césem / 2017



**du 30 au 31 mars 2017 :** Nabilou Ali Bacar, directeur du Césem, participe à Bruxelles au 4<sup>e</sup> forum des régions ultrapériphériques.

© Dir Com

**« Les associations doivent être associées dès à présent à la définition des politiques publiques de la formation, de l'emploi et de l'insertion. »**

[ suite de la page 1

associatif par l'aide à l'emploi de personne qualifiée; l'insertion par l'emploi et la formation des jeunes; l'offre de formation nécessaire et les dispositifs de mutualisation d'emploi.

Les métiers les plus recherchés par les employeurs associatifs restent en tension sur le territoire : travailleurs sociaux diplômés d'État, titulaires des diplômes de la jeunesse, du sport et de l'éducation populaire... L'adéquation de l'offre de formation régionale et des besoins repérés est donc, pour le Césem, primordiale. Et de proposer : « *Les associations ont des besoins de mains d'œuvre que le Conseil départemental pourrait*

*contribuer à combler, en redéployant une part de son sureffectif sur des projets d'intérêt public portés par les associations.* » Des tests de positionnement et un accompagnement à la formation et à la prise de fonction pourraient dans ce cadre ainsi être utiles.

Le Césem a également tenu à souligner que la refondation de l'école et la réforme des rythmes scolaires ouvrent un chantier important de réflexion et des perspectives de gisement d'emploi pour les années futures dans le cadre des projets éducatifs de territoire. Aux services de l'État, notamment l'Éducation nationale, mais aussi et surtout les communes, de prendre ici l'initiative.

### Un exemple d'expérimentation à mener : L'ESPACE MOSQUÉE

Les associations culturelles de l'île sont des lieux d'éducation et de culte dont le projet associatif mériterait, selon le Césem, d'être accompagné pour les actions touchant à l'intérêt général. Ce soutien pourrait ainsi passer par le recrutement d'une personne qualifiée afin d'y coordonner et développer des projets pédagogiques et structurants.

Le Césem reste convaincu des possibilités de proposer dans ces associations un programme d'éducation à l'environnement et à la citoyenneté, ainsi que des actions de soutien scolaire, les enfants accordant une importance particulière aux enseignements transmis à la mos-

quée ou à la madrasa. Le projet associatif pourrait aussi intégrer une part de prestations de services (soutien scolaire, accueil collectif de mineurs...) permettant ainsi la pérennisation de l'association. Le Césem rappelle que ces associations gestionnaires de mosquée peuvent également jouer un rôle dans le domaine de la santé publique, notamment dans la connaissance des règles d'hygiène et de sécurité liées aux bains rituels proposés.

Le Césem reste donc persuadé que le soutien de ce projet associatif par un emploi qualifié permettrait ici de structurer le projet de développement local au bénéfice des habitants.

## Cése de la République

(Paris, Palais d'Iéna)

23 MAI 2017

- Rapport annuel sur l'état de la France en 2017 (plénière)

24 MAI 2017

- Service civique: quel bilan? quelles perspectives? (plénière)
- 13 JUIN 2017
- Fermes aquacoles marines et continentales: enjeux et conditions d'un développement durable réussi (plénière)

➔ [lecese.fr](http://lecese.fr)

## Césér

(Polynésie française)

DU 9 AU 16 JUILLET 2017

- Assemblée décentralisée du Césér de France dans le cadre des 40 ans du Conseil économique social et culturel (CESC) de Polynésie

➔ [cesdefrance.fr](http://cesdefrance.fr)

## Cése Mayotte

DU 15 AU 20 MAI 2017

- Rencontres régionales à La Réunion et à Madagascar, dans le cadre de la coopération régionale

### CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE MAYOTTE

1, immeuble briqueterie, boulevard du stade de Cavani  
97 600 Mamoudzou  
tél./ 02 69 61 16 64  
fax/ 02 69 61 93 60  
@/ [cesmayotte@wanadoo.fr](mailto:cesmayotte@wanadoo.fr)



Directeur de publication  
**Abdou Soimadou Dahalani**  
Directeur de la rédaction  
**Nabilou Ali Bacar**  
Coordinatrice éditoriale  
**Nadine Moussa**  
Comité de rédaction  
**Abdou Dahalani, Isabelle Chevreuil, Attoumani Harouna, Houbia Yousouffa, Yves Montchery, Djanfar Abbas Nizary Ali**

Vous souhaitez recevoir le périodique d'informations du Césém sous forme numérique (A4, Pdf), adressez vos coordonnées au Césém.

ISSN en cours

Appui et conseil éditorial  
Éric Gintrand (ArmenFactory)  
[armen.edition@gmail.com](mailto:armen.edition@gmail.com)

Impression  
Kaprim Mayotte  
[kaprim@wanadoo.com](mailto:kaprim@wanadoo.com)

## ▼ Administration

L'équipe du Conseil économique, social et environnemental de Mayotte est composée par du personnel du Conseil général mis à sa disposition et régie par le statut de la Fonction publique territoriale.

Aujourd'hui, le Césém vient de se renforcer avec les arrivées de :

- Alexandre Petit-Duport, chargé d'études Commission 4 (éducation, formation, santé et social) ;
- Mariam Saïd Kalame, chargée d'études Veille et prospective ;
- Nadine Moussa, chargée de communication.

L'occasion de vous les faire mieux connaître à travers deux questions...



### Alexandre Petit-Duport

Chargé d'études Commission 4  
(éducation, formation, santé et social)

**R1 :** « Mon rôle au sein de la commission 4 du Césém est d'assister les conseillers dans leurs réflexions en y apportant les éléments techniques, les données et les connaissances qui leur permettront ensuite de prendre position sur les sujets examinés. Ces éléments sont autant documentaires que recueillis au cours d'audition de personnes qualifiées. L'opportunité d'explorer de nouveaux champs de connaissance et la possibilité de réfléchir aux politiques publiques, sans être directement impliqué dans leurs mises en œuvre, sont les deux principales raisons qui m'ont conduit à rejoindre l'équipe du Césém. »

**R2 :** « L'utilité du Césém tient pour moi à la pertinence de ses avis que permet le recul dont dispose l'institution vis-à-vis de la conduite des affaires publiques. Les membres du Césém peuvent réfléchir à froid sur l'efficacité et la cohérence des actions du Département, et sur ce qui pourrait être mis en œuvre sur dix ou quinze ans, et ainsi répondre aux défis à venir pour le territoire. Il ne tient ensuite qu'à nos élus d'utiliser cette ressource dans la définition de leurs politiques. »

**Q1 :** Quelles sont vos missions au Césém et pourquoi avez-vous choisi d'intégrer cette institution ?

**Q2 :** Vous avez exercé au sein du Conseil départemental. Dans quelles mesures, l'activité du Césém peut-elle être utile à l'action du Département ?



### Mariam Saïd Kalame

Chargée d'étude  
Veille et prospective

**R1 :** « Après avoir exercé plusieurs fonctions à responsabilité au sein du Département (directrice des ressources humaines, directrice de la maison des personnes handicapées), j'ai choisi d'intégrer le Césém pour deux raisons :

- ce poste stratégique m'a conduit à réfléchir sur la nécessité d'éclairer les pouvoirs publics sur leurs décisions en matière de gestion des politiques publiques ;
- de formation sociologique, le poste de chargée d'études auprès du Césém m'offre également l'occasion de contribuer aux réflexions menées dans plusieurs domaines des politiques publiques. »



### Nadine Moussa

Chargée  
de communication

**R1 :** « J'ai choisi de participer à l'essor du Département en œuvrant au développement d'une image positive, riche et variée, des actions et missions mises en place par le Césém. J'entends par ailleurs mettre à sa disposition des compétences acquises au sein du service communication du Département durant de nombreuses années. »

**R2 :** « Le Césém, organe consultatif représentant la société civile, doit pour moi davantage être considéré comme une véritable force de propositions pour le développement de notre département. Son activité peut être utile à l'action du Département, par sa persévérance et sa propre initiative à émettre des avis sur toute question relevant des compétences de notre jeune département/région. »

## Éducation: la clé de voute du développement

La commission éducation, formation, santé et social du Césém, présidée par Houbia Yousouffa, vient de finaliser un dossier sur les conditions de réussite scolaire à Mayotte. Présenté en séance plénière le 19 avril 2017, il donnera lieu, d'ici la fin de ce premier semestre 2107, à une publication du Césém. On rappellera ici que le Préfet de Mayotte a confié au Césém l'animation d'un des groupes de travail du document stratégique *Mayotte 2025: une ambition pour la République*. À l'issue d'une réflexion collective et sous l'intitulé "Une éducation de qualité, des formations et une politique d'insertion au service de la jeunesse", le groupe de travail présidé par Abdou Soimadou Dahalani a pu ainsi en définir les orientations.

➔ [cesmayotte@wanadoo.fr](mailto:cesmayotte@wanadoo.fr)





## Entre effets d'annonce et réalités quotidiennes

En pleine récente crise de l'eau à Mayotte, la ministre de l'Outre-mer Ericka Bareigts, a annoncé, le 13 mars dernier, une série de mesures d'urgence évaluées à près de 51 millions d'euros. Mais force est de constater que la plupart de ces mesures constituent des engagements non tenus et des opérations non-initiées jusqu'ici, le Conseil économique, social et environnemental (Césem) de Mayotte rappelant ici que le projet de troisième retenue collinaire d'eau sur l'Ourovéni ne date pas d'aujourd'hui mais avait déjà fait l'objet d'un débat au sein du Conseil général dès 1998.

Malgré ces récentes annonces, le Césem reste aujourd'hui dubitatif et bien perplexe car rien ne laisse présager à ce jour, et encore une fois, une mise en œuvre effective des actions envisagées. D'autant plus qu'avec le tout récent changement de gouvernement, quid du maintien de ces engagements pris et de leur mise en œuvre tant technique que financière.

L'exécution des contrats de plan État/Mayotte précédents (2004-2007 et 2007-2014) rappelle par ailleurs et cruellement que, malgré la contractualisation, des difficultés d'ordre techniques mais surtout financières ont eu raison hélas! de bon nombre de projets majeurs par le passé.

La question cruciale de l'accès à l'eau mérite donc dès à présent, et bien au-delà du récent Plan eau Mayotte, une mobilisation générale et globale de l'ensemble des acteurs institutionnels et de la société civile pour que tous s'engagent à installer une gouvernance locale autour de ce plan.

L'eau doit donc être gérée et utilisée de manière optimale pour qu'elle puisse durablement relever les défis auxquels notre territoire est aujourd'hui confronté.

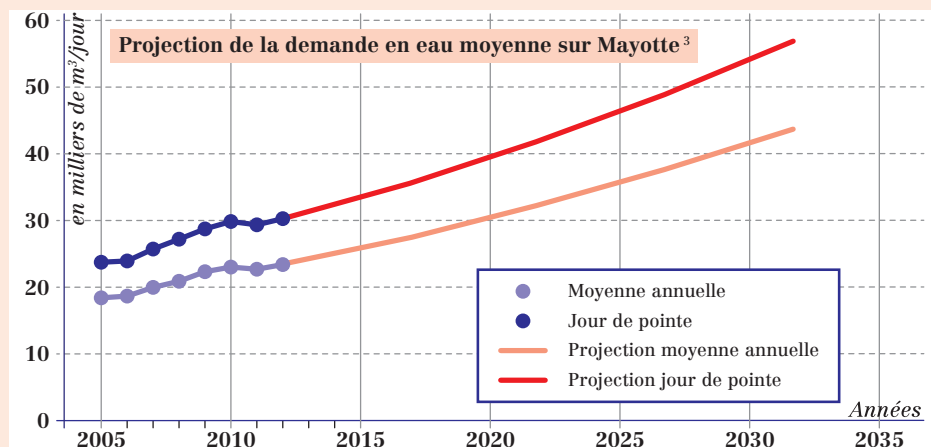
NOMBRE D'ABONNÉS ET CONSOMMATION ANNUELLE D'EAU POTABLE À MAYOTTE<sup>1</sup>

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Consommation d'eau (en milliers de m <sup>3</sup> )	6813	6698	6806	7054	7354	7972	NC
Nombre d'abonnés	35139	35802	36143	36885	37723	38873	NC
Consommation moyenne (en m <sup>3</sup> /abonné)	194	187	188	191	195	206	NC

\* Non communiqué (rapport SMAE en cours de validation).

À partir de fin octobre 2016, huit communes du sud et du centre de Mayotte ont dû faire face à des coupures d'eau parfois durant deux jours de suite, se poursuivant par la mise en place de "tours d'eau", dès le 16 décembre 2016, coupant ainsi l'eau domestique à tour de rôle à près de 63 000 habitants<sup>2</sup>. Parallèlement, des points d'eau potable collectifs (rampes) ont été installés dans les communes concernées. Le 101<sup>e</sup> département français a ainsi été confronté à une situation de sécheresse alarmante doublée d'une saison des pluies exceptionnellement tardive.

[ la suite en page 2



<sup>1</sup> Rapports 2014 et 2015 de l'Institut d'émission des départements d'Outre-mer (source : SMAE).

<sup>2</sup> Lors de la réunion du mercredi 5 avril 2017 sur la pénurie d'eau, il a été acté pour les trois semaines suivantes la levée des tours d'eau tant qu'il n'est pas nécessaire de puiser dans la retenue de Combani.

<sup>3</sup> Sdage 2016-2021 (source : Schéma directeur d'approvisionnement en eau potable / Sieam, mars 2015).

## Des engagements en faveur de l'eau

Des années 2000 à aujourd'hui, plusieurs engagements ont concerné l'eau à Mayotte.



### • Directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000

- Elle vise à prévenir et réduire la pollution de l'eau, promouvoir son utilisation durable, protéger l'environnement, améliorer l'état des écosystèmes aquatiques et atténuer les effets des inondations et des sécheresses.



### • Loi n° 2004-338 du 21 avril 2004 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau

- Elle mentionne que « l'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels sont d'intérêt général. »

### • Décret n° 2005-24 du 11 janvier 2005 portant création du Comité de bassin de Mayotte

- Il mentionne que ce comité, créé en 2007 à Mayotte, peut « être consulté [...] par le Préfet sur la gestion de l'eau en période de crise. »

### • Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (Grenelle 1)

- L'État se fixe comme objectif « de retrouver une bonne qualité écologique de l'eau et d'assurer son caractère renouvelable dans le milieu et abordable pour le citoyen. »

### • Code de l'Environnement

- Il mentionne que « chaque bassin ou groupement de bassins hydrographiques est doté d'un ou de plusieurs Schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage). »

À Mayotte, la production de l'eau potable est assurée à partir de ressources superficielles, de ressources profondes ainsi que d'eau de mer.

Les ressources superficielles proviennent des eaux de surface des rivières et des retenues collinaires de Combani (1,5 Mm³) et de Dzoumogné (2 Mm³). Elles représentent 80 % des ressources de la production et sont prélevées par 14 captages.

Les ressources profondes proviennent de forages et représentent 18 % des ressources de la production.

Le dessalement représente 2 % des ressources de la production d'eau potable.



Le volume des précipitations enregistré à Combani en 2016 est légèrement supérieur à celui des années précédentes. Au regard des moyennes de référence établies sur dix ans pour une station et des écarts types établis entre une année donnée et cette moyenne, l'écart type de 2016-2017 est inférieur aux écarts types d'autres années. Ce n'est donc pas l'absence ressentie de pluie qui causerait la pénurie d'eau actuelle, mais bien la gestion de la ressource et du cycle de l'eau.

L'eau est un cycle : l'eau de mer, l'eau des retenues et des bassins sont sujets à évaporation, puis à condensation en altitude sous forme de nuage, nuages qui s'amoncellent sur les hauteurs de Mayotte et déversent leurs charges hydriques sur l'île. Chaque mont est ainsi le déclencheur de précipitations sur un bassin-versant qui alimente les rivières, une part de ces

rivières alimentant à leur suite les retenues collinaires ou des bassins naturels. L'eau s'infiltre par ailleurs vers les nappes phréatiques. Les rivières entraînent le surplus à la côte, formant une eau saumâtre nécessaire à l'écosystème des mangroves.

## Le rôle et la localisation des ouvrages stratégiques

Les deux retenues collinaires de Dzoumogné et Combani sont des réserves stratégiques en appui de plusieurs autres bassins. À la différence des retenues collinaires qui s'appuient sur l'aménagement d'un relief naturel alimenté par les rivières d'un bassin-versant, les bassins stratégiques devraient être alimentés spécifiquement par des pompes. Ces réserves "stratégiques" n'ont pas vocation à être utilisées pour la consommation courante, sauf urgence.



## Répartition de la consommation d'eau potable<sup>4</sup>

\* Non communiqué (rapport SMAE en cours de validation).

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Domestique	5 892 462	5 829 494	5 944 057	6 145 282	6 402 005	6 962 313	NC*
Industriels	293 228	323 147	249 260	290 525	290 630	291 800	NC
Services publics	274 047	193 494	246 735	256 316	284 933	307 721	NC
Municipalités	182 296	173 452	182 942	166 979	179 885	181 892	NC
Enseignement	71 612	73 651	85 992	96 109	102 093	131 290	NC
Restaurants	53 703	59 398	52 756	51 169	48 227	44 564	NC
Mosquées	44 882	45 153	44 168	47 297	45 785	52 727	NC
<b>TOTAL</b>	<b>6 812 230</b>	<b>6 697 789</b>	<b>6 805 910</b>	<b>7 053 677</b>	<b>7 353 558</b>	<b>7 972 307</b>	<b>NC</b>

<sup>4</sup> Rapports 2014 et 2015 de l'Institut d'émission des départements d'Outre-mer (source : SMAE).

## Un schéma de protection des zones humides serait le bienvenu

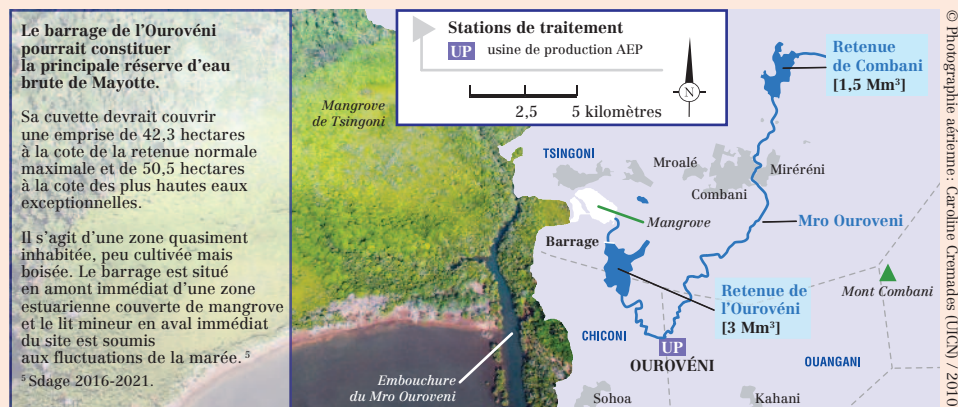
Pour satisfaire les besoins en eau de la population, le captage d'eau de surface dans les cours d'eau devrait suffire. Ce captage représente 80 % de la consommation, auxquels s'ajoutent 2 % tirés de la dessalinisation et 18 % tirés de forage (accès à la nappe phréatique). Les cours d'eau de Mayotte sont ainsi parsemés de 14 points de captage (voir carte page précédente).

### La protection de la ressource en eau

Il est important de comprendre que les retenues collinaires, dont le niveau est descendu si bas ces derniers mois, sont alimentées pour l'essentiel par plusieurs

cours d'eau en amont, et non pas par des pluies providentielles qui tomberaient juste au-dessus. La préservation de la ressource en eau suppose donc en premier lieu la protection de ces cours d'eau en amont, par une politique de préservation et de contrôle efficace. Or, des photos aériennes témoignent de la déforestation et des cultures sauvages réalisées autour de ces cours d'eau. Le Plan eau Mayotte ne dit rien de la protection de ces rivières, pas plus que le schéma de gestion des espaces naturels protégés.

Enfin, si la gestion des captages et des forages était efficace et protégée, cela pourrait suffire à combler le besoin en eau de la population et du territoire.



Source : rapport de la mission de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema) pour la DEAL Mayotte (novembre 2015).

▼ Les préconisations du Conseil économique, social et environnemental de Mayotte

## Une nécessité : promouvoir une gestion de l'eau intégrée entre tous les acteurs

La distribution de l'eau à Mayotte passe par cinq réseaux d'alimentation distincts (voir carte page précédente) :

- 1- Tsingoni, Mtsangamouji, le Nord et le Nord-Ouest (d'Acoua à Kawéni), le Nord-Est (dont Mamoudzou et Petite-Terre) avec la retenue collinaire de Dzoumogné ;
- 2- le Centre-Sud avec la retenue collinaire de Combani.

S'il est question dans les travaux programmés d'interconnecter les retenues collinaires pour répartir la ressource, une solution n'a pas été évoquée pour soulager le Sud : interconnecter non pas les retenues mais les réseaux Nord-Est et Centre-Sud dont les canalisations ne sont séparées que de quelques centaines de mètres au niveau de Tsoundzou. Cela nécessiterait de créer un réservoir sur-

L'approvisionnement, la distribution de l'eau potable ainsi que l'assainissement relèvent de la compétence des communes, regroupées au sein du Syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Mayotte (Sieam). Depuis 1992, l'exploitation de l'eau a été déléguée à une société privée, Sogea Mayotte, par contrat d'affermage, renouvelé en 2008 pour quinze ans. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, les activités de la société sont scindées en deux branches distinctes :

- 1- la Sogea pour l'activité travaux ;
- 2- la Société mahoraise des eaux (SMAE) pour l'activité eau.



### • Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2010-2015

- Le Sdage est un document de planification décentralisé qui définit, pour une période de six ans, les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité à atteindre à Mayotte.

### • Projet d'action stratégique de l'État à Mayotte 2011-2013 action 3.4.4 :

- Elle vise à mettre en place une gestion durable de l'eau par, notamment, la création d'une 3<sup>e</sup> retenue collinaire au-delà de 2015 et un triplement de la capacité de dessalement...

### • Contrats de plan État-régions (CPER) 2007-2013

### • Contrats de plan État-régions (CPER) 2015-2020

- Il mentionne que « l'enjeu consiste à renforcer les capacités de production et de stockage d'eau potable en vue de répondre aux besoins croissants de la population, tout en protégeant la ressource. »

### • Sdage 2016-2021

- 622 millions d'euros de dépenses sont budgétés pour notamment protéger et sécuriser la ressource pour l'alimentation en eau de la population.

### • Plan eau Mayotte du 13 mars 2017

- Ericka Bareigts, ministre des Outre-mer, annonce une série de mesures sur le court, moyen et long terme pour assurer l'approvisionnement en eau de l'île.

Dossier coordonné par  
**Nabilou ALI BACAR**  
avec la collaboration de  
Houriat Ahmed Omar, Nadine Moussa  
et Alexandre Petit-Dupont

La commission 2 du Césém (développement économique et agricole) <sup>9</sup>, présidée par Isabelle Chevreuil, mène de fréquentes auditions des acteurs du développement à Mayotte.

Madi ALI  
président de la Fédération mahoraise  
des associations environnementales



### Quelle est votre analyse de la situation ?

Madi Ali : « La pénurie a eu plusieurs conséquences : des communes sans eau courante, des écoles fermées avec un vrai impact sur la scolarité des élèves, une dégradation des conditions d'hygiène avec des pathologies graves et une atteinte à l'économie, l'hôtellerie et le BTP étant les plus touchés. »

### Quelles sont les mesures à prendre au profit de la population ?

M. A. : « Au-delà des solutions d'urgence mises en œuvre afin d'atténuer les effets de la pénurie, que l'État et les autorités locales ont annoncées et qu'il convient de renfoncer – achat de citernes et de bouteilles, notamment pour que les écoles puissent continuer à accueillir les élèves dans de bonnes conditions, restrictions dans l'intérêt général (lavage de véhicule, arrosage des stades...) –, il faut apporter de véritables réponses structurelles. Et s'il est urgent de moderniser les infrastructures, il convient de sensibiliser davantage la population aux enjeux de l'eau potable, même si la pénurie vécue a permis à celle-ci de s'interroger sur d'autres façons d'utiliser et de consommer. »

### La gouvernance actuelle de l'eau vous paraît-elle à améliorer ?

M. A. : « Faire intervenir plusieurs acteurs nécessite plus de cohérence et d'harmonisation des actions. Si les services préfectoraux avaient établi le retard de la saison des pluies, il convient de se demander, hormis les restrictions d'eau, s'il y a eu suffisamment d'anticipation des collectivités territoriales (Département, communes, délégataire) pour minimiser les perturbations vécues. Comment se fait le partage d'informations ici ? Ces questions méritent d'être posées afin de dépasser certains freins qui pourraient exister entre l'État et les collectivités. »

## Des outils de mesure souhaités pour apprécier l'impact des actions

élevé pour assurer l'acheminement gravitaire et les travaux à mener seraient relativement simples, rapides et peu coûteux au regard des autres réponses apportées (le recours au tanker d'eau notamment).

Pour le Sésém, les acteurs doivent être impliqués d'un bout à l'autre :

- **les citoyens**, acteurs de la ressource (équipement de collecte et de réutilisation des eaux de pluie) et de la consommation ;
- **les maires**, avec une compétence à exercer (article 2274-7 et suivants du Code général des collectivités territoriales) en matière de distribution d'eau potable et d'assainissement (compétence obligatoire), de production, de transport et de stockage d'eau potable (compétence facultative). Ils connaissent leur territoire et disposent par ailleurs de pouvoirs de police qui pourraient atténuer l'insuffisance de la police de l'environnement de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) de Mayotte (4 agents) ;
- **le Syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Mayotte** (Sieam), pilote stratégique de l'ensemble pour garantir la cohérence des politiques menées et l'efficacité du réseau mis en place.

Les maires doivent s'approprier la gestion de cette ressource. Le Sud aurait sans doute évité les coupures à cette condition. En effet, les communes de Sada, Chiconi, et Ouangani se situent sur deux grands bassins-versants qui ne font pas l'objet d'une gestion réfléchie sur l'eau. De nombreuses petites réserves d'eau ou encore la ressource de Dembéni et de sa grande rivière aurait pu fournir à la commune de Bandrélé l'eau nécessaire pendant cette crise.

### Mentionner davantage les usages différenciés

Il convient aussi de noter que les usages de la ressource en eau ne sont pas distingués dans les documents récemment présentés : usage agricole, pour travaux, pour nettoyage, consommation des ménages... Pourtant, l'accès à des ressources d'eau brute (non traitée) est possible en de nombreux points du territoire sans aménagement lourd et allègerait de fait la consommation sur le réseau d'eau potable de la SMAE. Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) propose cet usage différencié, mais il n'est pas mis en œuvre. D'autre part, cette ressource est abandonnée par le Sieam qui maintient une vision centralisée de la problématique.

### LES PRINCIPAUX AXES

Le Conseil économique, social et environnemental de Mayotte préconise la promotion d'une gestion de l'eau intégrée entre tous les acteurs, par :

1. **une remunicipalisation de la gestion de l'eau à moyen terme (cinq à dix ans), à même d'identifier les ressources disponibles inexploitées et d'en différencier les usages** (cette remunicipalisation suppose que soient garanties les compétences techniques des équipes communales avec, comme préalable, que les élus locaux se réapproprient le pilotage du Sieam pour se familiariser à cette politique sensible).
2. **une responsabilisation des ménages et des entreprises.**
3. **une politique de sensibilisation à l'économie de la ressource.**
4. **une politique d'incitation à la collecte et à la récupération des eaux de pluies**, (comme a pu en bénéficier l'énergie solaire) : **aides financières pour la création de bassins chez les particuliers, réglementation municipale imposant aux bâtiments d'une certaine surface d'organiser la collecte des eaux de pluies...**
5. **une sanctuarisation des rivières en amont des retenues collinaires et des zones de captage, avec des moyens de police adaptés.**
6. **une mise en place d'un Office de l'eau** (comme cela existe en Martinique et à La Réunion).

### LES PRINCIPAUX QUESTIONNEMENTS

Le Conseil économique, social et environnemental de Mayotte considère que la question de la gouvernance de l'eau est plus que jamais d'actualité. Faut-il en remunicipaliser sa gestion et assurer, au niveau des communes ou intercommunalités, le service en régie directe d'un bout à l'autre de la chaîne pour une utilisation plus raisonnée et plus efficace de la ressource ? Si le Plan eau Mayotte a annoncé la programmation de plusieurs millions d'euros de chantiers, quelques questions restent en suspens :

1. **quels sont les engagements de suivi sur ces réalisations ?**
2. **quelles sont les responsabilités sur l'absence de mise en œuvre lors des précédentes programmations ?**